



ETRANGER



Sénégal

Khalifa Sall, expose sa défense

A son procès, Khalifa Sall s'est longuement exprimé en fin de matinée ce mardi 6 février. Convoqué à la barre par le juge, le député maire de Dakar, soupçonné notamment de détournements de deniers publics, a enfin pu s'expliquer...

PAGE 4

ENTREPRENEURIAT



Initiative locale

NeHo Likors, le Sodabi togolais revalorisé

NeHo Likors est l'un des produits made in Togo qui ont réussi à se faire une place sur le marché togolais. Obtenu à partir du mélange de « Sodabi », une boisson locale et des fruits, cette liqueur au goût et au design particuliers...

PAGE 5

Commerce / coopération

Le Togo participe à la foire des pays membres de l'OCl au Koweït

Des opérateurs économiques togolais participent à la Foire Internationale du Koweït qui se tient du 06 au 10 février.

PAGE 11

Dialogue du 15 février

Les espoirs «inclusifs» et les vœux de succès de Kodjo Agbéyomé

PAGE 3



Lutte contre la pauvreté en milieu rural

Accès aux filets sociaux et opportunités d'emploi pour les plus vulnérables

Le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé a procédé hier mardi 6 février 2018, à l'école primaire publique de Yaka dans la préfecture de Niamtougou, au lancement officiel de la mise en œuvre effective du projet de filets sociaux et services de base (FSB) et du projet d'opportunités d'emplois pour les jeunes vulnérables (EJV)...

PAGE 3

EDITORIAL

Un dialogue, plusieurs logiques

Le 15 février prochain, les protagonistes de la crise togolaise vont devoir se retrouver autour d'une table de discussion. Depuis l'annonce de la date de la tenue de ce dialogue, les réactions, les réflexions, les commentaires, vont bon train. Hommes politiques, sympathisants de partis, acteurs de la société civile, etc. chacun exprime librement son opinion de ce que devrait être ce futur dialogue chèrement obtenu grâce à la médiation conjointe du Ghana et de la Guinée. L'on a rarement vu la scène politique togolaise grouiller d'opinions, foisonner de points de vue les plus contradictoires et de réactions les plus virulentes...à la veille d'un dialogue...

PAGE 3

Décentralisation Elections locales, les derniers réglages

PAGE 6&7





SOMMAIRE

Niger / G5 Sahel
Issoufou hérite d'un G5 en
quête de financement



P 4

Prévisions de la Coface
De bonnes perspectives
pour l'économie
togolaise en 2018



P 5

Journalisme
Lancement du
concours LJI



P 9

Algarve Youth Cup au
Portugal
Une sélection de
jeunes joueurs va
représenter le Togo



P 10

Réconciliation nationale /
HCRRUN
Début le 12 février du
processus d'indemnisation
des victimes vulnérables de
Lomé-Commune



P 11

Echos des bénéficiaires des Produits du FNFI

Dans ce nouveau numéro de « Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI », Togo Matin nous conduit dans la région Centrale pour partager les témoignages de M. Komi Balawa, Bénéficiaire du Produit Accès des Agriculteurs aux Services Financiers (AgriseF). Plusieurs années après l'obtention de ce crédit adapté au monde agricole, Komi nous confie que ses activités agricoles ont prospéré. Reportage...

Sokodé, Région Centrale, à 340 Km de la ville de Lomé. Une dizaine de minutes sur une piste bordée d'herbes géantes, dans le quartier Kpangalam, nous arrivons sur une superficie cultivable de plus d'un hectare. Nous y rencontrons un groupe d'une dizaine de personnes acharnés à leurs activités quotidiennes. Komi Balawa, la cinquantaine, bénéficiaire du Produit AGRISEF est le propriétaire du champ.

"Je suis dans ma deuxième année où je bénéficie du Produit Accès des Agriculteurs aux Services Financiers (AGRISEF). De par le passé, j'étais obligé de prendre l'engrais Cotton au profit de l'engrais maïs. Cela a fait que je ne dégage pas un bon rendement vis - à - vis du Cotton, parce que je détourne l'engrais du coton vers les céréales, par fautes de moyens. Avec l'arrivée du FNFI, je dégage un bon rendement au niveau du coton et au niveau du maïs, parce que je n'ai plus droit au détournement."

Les affirmations de notre interlocuteur confirment bien l'étendue de ses superficies cultivables où nous apercevons des cultures de maïs, de Cotton, de tubercules, avec une dizaine de main d'œuvre toutes aussi acharnées comme Komi.

"Depuis que j'ai eu accès au Produit AGRISEF, personnellement en termes de retombées, je note un

impact positif dans l'amélioration de mes conditions de travail ainsi que de nos conditions de vie, ma famille et moi. De par le passé, je ne vendais pas le maïs, car je n'avais pas de moyens pour pouvoir fumer le maïs. Maintenant peu importe le problème auquel je fais face, qu'il soit sanitaire ou alimentaire, ou relatif à la scolarité de mes enfants, quand je n'ai pas encore vendu le coton, c'est donc le maïs que je vais vendre pour faire face à toutes mes difficultés. Je remercie donc l'Etat ainsi que le FNFI qui mettent tout en œuvre pour rapprocher les services financiers des groupes les plus vulnérables".

Notre agriculteur expérimenté n'ignore pas que la chaîne de l'inclusion financière rime avec remboursement à temps du microcrédit. Et pour lui, pour peu qu'on soit de bonne foi, et que l'on ait bien assimilé la formation en gestion de crédit, la question de remboursement ne devrait plus se poser.

" Personnellement, je me suis bien organisé et je n'éprouve pas de difficultés en ce qui concerne les remboursements de crédits. Je suis conscient que c'est un microcrédit et qu'il ne s'agit pas d'un don. Et les nombreuses campagnes d'information et de communication que font régulièrement le FNFI et les PSF partenaires contribuent à ce que nous remboursions dans les



M. Komi Balawa

délais."

La finance pour tous, l'initiative a gagné déjà beaucoup de ménages et stimulé l'esprit d'entrepreneuriat dans plusieurs secteurs d'activités et les effets induits se mesurent positivement partout dans les cinq régions du pays. Les organisations paysannes, les chambres de métiers et les associations coopératives sont mises à contribution pour la pérennisation des effets positifs. Avec les nouveaux produits autres que les crédits, le FNFI devait augmenter le nombre de ses bénéficiaires. Avec les chantiers de l'éducation financière et du mobile Banking, plusieurs autres bénéficiaires rejoindront le portefeuille du FNFI.

Le FNFI connaîtra une intensification de ses opérations sur le terrain, ceci dans le but de répondre aux besoins de financement exprimés par les populations rurales. L'objectif à court terme est le financement des Petites et Moyennes Entreprises (PME), favoriser et fluidifier les transactions via la digitalisation des opérations financières.

Enfin, le secteur agricole étant un secteur pourvoyeur d'emplois dans notre pays, le FNFI s'emploiera à travers son produit AGRISEF à introduire de profondes mutations dans le monde agricole avec notamment la mise en route de l'Assurance Agricole.

KD

Oti

Bilan des activités sanitaires 2017

Le district sanitaire de la préfecture de l'Oti a tenu une revue annuelle des activités qui lui a permis de faire l'inventaire des activités menées en 2017. C'était les 30 et 31 janvier 2018.

L'initiative entreprise par la direction préfectorale de la santé et de la protection sociale de l'Oti a pour finalité de dresser le bilan de l'année écoulée, dégager les forces et faiblesses et proposer des approches de solutions pour une meilleure prestation des activités. L'atelier a regroupé plusieurs acteurs dont les membres du Comité de Gestion (COGES), des assistants d'hygiène ainsi que des représentants des ONG comme la Croix-Rouge. Plusieurs avancées ont été faites sur certains indicateurs, des régressions aussi.

Kéran / Assainissement

Suivi-Evaluation de la sensibilisation

Les locaux du district sanitaire de la Kéran ont servi de cadre le 31 janvier 2018 à une réunion de suivi-évaluation de la campagne de sensibilisation des populations sur l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC). Initiée par l'UNICEF, la réunion a été exécutée dans les cinq cantons de la préfecture par l'ONG Programme d'Aide pour le Développement Economique et Sociale (PADES). Par cette rencontre, les membres de la coordination entendent assurer la pérennité des actions de sensibilisation des populations sur l'ATPC. Le coordinateur de l'ATPC-Kéran, Dr Kangni-Zonvoïn Assiongbonvi a appelé des chefs du milieu ainsi que toutes les communautés qui ont déclenché l'ATPC à être responsables dans leurs localités car la lutte pour la défécation à l'air libre incombe à tous.



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG. LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Freda Sefiamor
Alexandre Wémima

Edem Dadzie
Essoyodou Awih

Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla

Service commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi

Distribution :
Togo Express
Tirages : (2000 exemplaires)

Edito

...Il faut admettre que depuis quelques temps, surtout depuis la naissance de la présente crise, le silence ne fait plus de recette dans aucune officine politique. Car il est devenu impossible de «cacher le soleil avec un tamis», et les partis, mêmes les moins représentés politiquement parlant, entrent autant qu'ils le peuvent dans la danse

et donnent de la voix. Tous ont compris sans doute que le silence, dans le présent contexte, est plus porteur de périls que les faits cachés et non dévoilés, il conduit indiscutablement à la mort politique, en l'occurrence au sortir de cette crise.... Ainsi se présente quelque peu le décor politique de notre pays en amont de ce dialogue. Un décor malheureusement assombri par plusieurs

logiques, des plus incernables. Comment expliquer, en effet, qu'en amont de ce dialogue que beaucoup de Togolais espèrent concluant, certains partis de l'opposition parlent du départ du président de la République Faure Gnassingbé. Assurément, ceux-là sont de la race de ceux qui ne veulent pas du dialogue et qui visent ainsi son échec. Pire ou mieux, c'est selon,

comment expliquer que la coalition exige d'être la seule entité politique éligible à ces discussions avec le pouvoir ? Tout porte à croire que malgré leurs efforts, les médiateurs de la crise ne sont pas encore tirés d'affaire. Elle doit veiller au grain jusqu'au démarrage effectif du dialogue le 15 février. D'où l'urgence d'un appel à la mobilisation de toutes les consciences.

Pour que, triomphe l'intelligence sur la bêtise, la pondération et la tolérance, sur l'ignorance, l'objectivité sur la subjectivité, la science sur le charlatanisme, la vérité sur le mensonge...afin que toutes ces logiques politiques saugrenues servies en amont de ce dialogue puissent céder à la recherche de l'intérêt de tous les Togolais.

Dieudonné Korolakina

Lutte contre la pauvreté en milieu rural

Accès aux filets sociaux et opportunités d'emploi pour les plus vulnérables

Le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé a procédé hier mardi 6 février 2018, à l'école primaire publique de Yaka dans la préfecture de Niamtougou, au lancement officiel de la mise en œuvre effective du projet de filets sociaux et services de base (FSB) et du projet d'opportunités d'emploi pour les jeunes vulnérables (EJV). La cérémonie s'est déroulée en présence du représentant résident de la Banque mondiale, Joëlle Businger, de plusieurs membres du gouvernement, des autorités locales et des populations bénéficiaires.

Financés à hauteur de 26,4 milliards de FCFA par la Banque Mondiale et 9 milliards de FCFA par l'Etat togolais, les projets de filets sociaux et services de base et d'emplois pour les jeunes vulnérables s'inscrivent dans la matérialisation du discours à la nation du Chef de l'Etat, le 3 janvier dernier et qui promettait un renforcement des filets sociaux afin d'accroître la résilience des communautés les plus pauvres.

Le premier projet, Filets sociaux et services de base (FSB), permettra de soutenir 200 projets de réhabilitation et de construction

d'infrastructures de base dans les communautés ciblées dans les 150 cantons, les plus pauvres des cinq régions du Togo, accroître l'accès de 72 000 élèves des communautés les plus pauvres du Togo à des repas scolaires réguliers, ce qui devrait en retour améliorer la fréquentation et la rétention des élèves dans les écoles des zones ciblées. Il faut noter que cet objectif est déjà dépassé avec un effectif avoisinant à ce jour 90 000 écoliers.

L'autre aspect du projet de filets sociaux et services de base c'est d'accroître le revenu et la consommation

de 40 000 ménages ciblés, en plus des 12 000 ménages que finance l'Etat. À ce sujet, l'objectif du ministère du développement à la base est de soutenir 120 000 ménages d'ici 3 ans, pour permettre à un plus grand nombre de personnes vulnérables de faire face aux chocs.

Le second projet, les opportunités d'emplois pour les jeunes vulnérables (EJV) vise à offrir des opportunités économiques à des jeunes femmes et hommes âgés de 15 à 35 ans qui sont pauvres et vulnérables, à travers leur participation aux services communautaires, des formations sur des



compétences techniques, y compris sur la gestion d'une micro-entreprise. 14 000 jeunes bénéficieront du nouveau projet et les 10 000 plus engagés pourraient, par la suite, recevoir un accompagnement pour le lancement et l'exploitation des activités génératrices de revenus qu'ils auront choisi d'entreprendre.

Les deux nouveaux projets s'appuient sur les bons résultats enregistrés dans le cadre de projets précédents, financés par la BM dans le domaine du développement communautaire

pour apporter un accompagnement supplémentaire aux efforts du pays visant à améliorer les conditions de vie des plus pauvres et promouvoir le développement local. Le ministre du développement à la base Victoire Tomegah Dogbe, s'est réjoui du « lancement effectif de ces deux nouveaux projets » qui vont selon elle permettre de réaliser cette instruction du Chef de l'Etat de continuer sans relâche la lutte contre les fléaux que sont la pauvreté et la précarité.

Edem Dadzie

Dialogue du 15 février

Les espoirs « inclusifs » et les vœux de succès de Kodjo Agbéyomé

Les réactions des hommes politiques togolais ne cessent de fuser depuis l'annonce des médiateurs guinéen et ghanéen, d'une date pour la tenue d'un dialogue inter togolais. Après Gerry Taama du NET mardi 05 février, c'est au tour du président du parti OBUTS, Agbéyomé Kodjo de convier les différents protagonistes de la crise à un dialogue franc et sincère.

Le président du parti OBUTS n'a pas manqué, à chaque fois que l'occasion lui est donnée, de se prononcer sur la crise politique qui secoue le Togo depuis août 2017. Pour l'ancien Premier ministre du Togo, le prochain dialogue qui va rassembler les différents protagonistes de la crise politique est une solution salutaire.

« La formation politique OBUTS prend acte avec le plus grand intérêt, du contenu de la communication délivrée par les émissaires des éminents médiateurs ghanéen et guinéen aux termes de laquelle tous les protagonistes de la crise togolaise sans exclusive, sont conviés au dialogue politique dont l'ouverture des



Agbéyomé Kodjo

pour parler est programmée pour le 15 février prochain. En responsabilité, la formation politique OBUTS salue chaleureusement cette initiative et remercie vivement les Dirigeants politiques de premier plan,

les organisations sous régionales, continentales et internationales qui s'investissent dans la résolution de la crise togolaise », écrit le président du parti OBUTS dans un communiqué rendu public hier.

Participera ou participera pas ?

Nul ne saurait dire si le parti OBUTS sera présent à la table du dialogue le 15 février prochain dans la mesure déjà où la constitution des délégations devant prendre part à ces assises constitue déjà une pomme de discorde. Cependant, le

parti de Kodjo Agbéyomé souhaite déjà que ce dialogue soit le plus inclusif que possible. « La formation politique OBUTS exhorte le gouvernement à prendre les mesures idoines en vue de la tenue effective du dialogue politique tant attendu par le peuple togolais, de veiller à ce que ce dialogue politique soit le plus inclusif possible, et d'œuvrer à tous égards à son succès...Enfin, la formation politique OBUTS rappelle que seul doit prévaloir l'intérêt supérieur de la nation togolaise », lit-on dans le communiqué du parti.

La rédaction

Guinée / Gouvernement Obama reconduit dans ses fonctions

Conformément à la loi fondamentale de la Guinée équatoriale, le président Teodoro Obiang a mis fin aux fonctions du gouvernement issu de la présidentielle de 2016 à travers un décret pris le weekend dernier.

De la même façon qu'il a prononcé les quelques mots annonçant la dissolution du gouvernement le samedi 3 février dernier, le président Obiang a respecté la tradition en empruntant les mêmes pas pour reconduire le Premier ministre Obama Asue Eyegue ce lundi 5 février 2018 suivant un décret présidentiel lu à la télévision nationale. « Faisant usage des facultés que me confère la loi fondamentale, je nomme Francisco Pascual Obama Asue Premier ministre en charge de la coordination administrative ». Voilà ce qu'on peut retenir du décret signé du 2 février 2018.

Le président Teodoro Obiang a également reconduit à leur poste, les 3 vice-Premiers ministres et laisse le soin à son bras droit Obama Asue de former le reste du gouvernement dans les prochains jours. Cette reconduction intervient 48 heures à peine après la dissolution du gouvernement suite aux élections législatives, sénatoriales et municipales du 12 novembre 2017 dernières qui ont vu une rafles sans précédent du parti au pouvoir qui obtint 99 sièges sur les 100 en compétition au Parlement.

T.M.

Afrique du Sud Discours de Zuma reporté

Les choses se précisent de plus en plus pour le limogeage du président de la République Sud-africaine. Après une 10ème motion de défiance déposée au Parlement en début de semaine, les Parlementaires ont reporté ce mardi 6 février 2018, le traditionnel discours sur l'état de la Nation du président Jacob Zuma. Tous les phares sont désormais allumés pour une sortie plus que probable du président « à scandale ».

Depuis quelques jours, les réunions d'urgence se multiplient au quartier général du parti au pouvoir embourbé dans les scandales. Selon la presse sud-africaine, six hauts dirigeants de l'ANC se sont rendus chez Jacob Zuma à Pretoria dimanche soir et lui auraient demandé de démissionner. Celui-ci aurait catégoriquement refusé. Même s'il ne lui reste qu'un brin d'espoir, Jacob Zuma préfère s'accrocher et partir lorsque les élections le lui demanderaient. Pas l'opposition, ni même certains membres de son parti.

Au même moment, ses partisans se réunissent encore ce mercredi 7 février pour décider de la démarche à suivre. L'opposition croise les doigts et compte sur la

défection, ou le réalisme de certains députés du camp ANC pour obtenir un départ du président. Mais pour le moment, c'est le Parlement qui décide, eu égard à l'évolution des événements qui, selon lui, « empêcheraient un bon déroulement du discours », de reporter le discours à la Nation du chef de l'Etat.

En 2008, la NEC avait révoqué le président Thabo Mbeki, contraint à la démission. Ce sort qui semble être aussi réservé au président Zuma vient du fait qu'en Afrique du Sud, le président de la République tient sa légitimité de son seul parti. Il n'est pas élu au suffrage universel direct, mais par les parlementaires.

Les heures sont désormais comptées pour Jacob Zuma.

Alexandre Wémima

Niger / G5 Sahel Issoufou hérite d'un G5 en quête de financement

Ils étaient réunis ce mardi 6 février 2018 à Niamey, après les chefs d'Etat-major la veille, pour faire le point sur le financement de la force militaire. Faisant d'une pierre deux coups, les présidents des pays du G5 Sahel ont ainsi désigné leur pair Mahamadou Issoufou, président de la République du Niger pour succéder au malien IBK.

C'est un président qui hérite d'une institution sans moyens de sa politique. Mahamadou Issoufou prend le flambeau pour une année de présidence tournante. Mais sa plus grande difficulté reste la recherche de financements complémentaires. Et c'est de cela qu'il s'est agi au cours de cette réunion de ce mardi 6 février à Niamey qui a relevé en outre que seuls 294 millions d'euros ont été mobilisés sur les 450 qu'attendent les pays membres.

Et toujours, aucun mécanisme de financement pérenne n'a pour l'instant été trouvé. Ce sommet a été aussi l'occasion de procéder au remplacement du secrétaire permanent Mohamed El Hadj Najim



Les présidents du G5 à Niamey

est remplacé par Maman Sidikou, l'ancien patron de la Monusco en RDC. Maman Sidikou va désormais travailler en tandem avec le président Issoufou pour accompagner l'action militaire, par des projets de développement. Pour l'heure, l'Union européenne a promis 50 millions d'euros, la France 8 millions (surtout en matériel), chacun des

cinq pays fondateurs 10 millions, et l'Arabie saoudite une contribution de 100 millions de dollars. Les Etats-Unis ont quant à eux promis aux cinq pays membres du G5 Sahel une aide bilatérale globale de 60 millions de dollars. Une nouvelle conférence de financement de la force conjointe est prévue le 23 février à Bruxelles.

T.M.

Sénégal Khalifa Sall, expose sa défense

A son procès, Khalifa Sall s'est longuement exprimé en fin de matinée ce mardi 6 février. Convoqué à la barre par le juge, le député maire de Dakar, soupçonné notamment de détournements de deniers publics, a enfin pu s'expliquer sur les faits qui lui sont reprochés alors que son procès a commencé depuis deux semaines déjà.



Khalifa Sall

« Je veux contester énergiquement ces accusations » : voilà les premiers mots de Khalifa Sall qui s'est exprimé durant une heure ce mardi. « Cette accusation est infamante, gênante surtout quand elle concerne des fonds connus des Sénégalais et de toute la classe politique ».

Pour le maire de Dakar, l'histoire permet de comprendre que les fonds politiques ont toujours existé depuis 1920. Et qu'en 1960, « c'est une vieille tradition que le président Senghor a gardée ». Khalifa Sall a également cité les présidents Diouf, Wade et Macky Sall. « En 2012, c'est monsieur Macky Sall qui

a abordé la question avec moi », affirme le maire. Sans donner de détail, Khalifa Sall accuse le régime actuel de chercher à stopper sa carrière politique : « Si en 2012, si durant mon incarcération, j'avais accepté l'offre politique que l'on m'a faite, je ne serais pas ici aujourd'hui ». Khalifa Sall, soupçonné d'avoir détourné des deniers publics, a conclu en indiquant « tous ces fonds politiques, nous n'en avons jamais fait un usage personnel, ils ont servi aux habitants de Dakar notamment pour leur santé ».

Après cette longue intervention, le juge Lamotte a suspendu l'audience.

Rfi.fr

Startup

S'inspirer de ce qui se fait ailleurs

Le forum consacré à la jeunesse et à l'entrepreneuriat en Afrique, dénommé « Stars In Africa » va se dérouler les 06 et 07 mars prochains à Nairobi au Kenya. Des milliers d'entreprises innovantes participeront à cet événement. Une aubaine pour les jeunes startups togolais que la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT) incite à participer.



Le startuper togolais Afate Gnimku, inventeur d'une imprimante 3D

Pour la CCIT, « Stars In Africa » est une occasion pour les startups togolaises de découvrir ce qui se fait sous d'autres cieux, s'en inspirer et créer demain des entités économiques capables de booster le développement de notre pays. « Une véritable

opportunité », déclare la CCIT.

« Stars In Africa », est organisé avec le soutien de la Commission de l'Union européenne et de l'Union africaine. Cet événement a pour objectif de renforcer les communautés d'affaires d'Afrique et d'Europe et de

féderer les écosystèmes de la jeunesse et de l'entrepreneuriat entre les deux continents.

Plus de 100 orateurs de renom et des milliers de participants venus des quatre coins du monde sont annoncés au Forum. Des keynotes, plénières et workshops (diversification, infrastructures, agrobusiness, technologie, industrie/numérique, éducation/formation, villes durables, financement, santé, énergie...), des places de marché pour favoriser la mise en relation et l'initiation de projets concrets entre communautés d'affaires, sont au menu de cette importante rencontre de la jeunesse, africaine et d'ailleurs.

R. Zakari

Entrepreneuriat

Neho Likors, le Sodabi togolais revalorisé

NeHo Likors est l'un des produits made in Togo qui ont réussi à se faire une place sur le marché togolais. Obtenu à partir du mélange de « Sodabi », une boisson locale et des fruits, cette liqueur au goût et au design particuliers n'en finit pas de faire parler d'elle.



Les boissons NeHo Likors

Difficile de cacher sa curiosité lorsqu'on voit les liqueurs « NeHo Likors » pour la première fois. Elle est différente de toutes les boissons alcoolisées qu'on trouve généralement sur le marché togolais. Sur chacune de bouteilles des liqueurs « NeHo Likor » se trouve un cauris beignant dans un coulis de cire rouge vif. Les casiers contenant les bouteilles sont tous fabriqués en bois, et les bouteilles sont vendues avec des emballages en toile de jûte.

NeHo Likors est produit par un entrepreneur togolais du nom de Nedo Homawoo.

Diplômé en informatique et en science dans des Universités européennes, M. Homawoo a toujours eu l'idée de devenir liquoriste et créer des boissons originales à partir des recettes locales. Il crée d'abord une recette de boisson alcoolisée en Europe. Après avoir testé la recette avec le Sodabi au cours de ses vacances à Lomé, Nedo se remet à produire pour lui et ses proches, des liqueurs avec du rhum mais aussi avec du Sodabi.

Innover avec les produits locaux

Les boissons NeHo

Likors sont le résultat de l'innovation avec des produits locaux. Son succès est un exemple palpable de l'innovation dont la jeunesse togolaise est appelée à faire preuve.

« Au vu de l'ancrage culturel et traditionnel du Sodabi au sein des populations ouest africaines, la peur de la réticence des plus conservateurs aurait pu freiner la création de cette liqueur. Mais comme le dit le slogan de la marque: « c'est au bout de la vieille corde que se tisse la nouvelle »... Aujourd'hui, la demande de NeHo Likors sur le marché dépasse largement l'offre. Elle est de facto l'un des produits qu'il faut emporter avec soi à l'issue d'un passage à Lomé. L'entreprise fait donc parfois face à des ruptures de stocks puisque les moyens dont elle dispose pour l'heure ne lui permettent pas d'offrir à cette clientèle sans cesse grandissante une production quantitativement suffisante », écrit le site d'information www.irawotalents.com à propos de cette boisson.

Rachid

Prévisions de la Coface

De bonnes perspectives pour l'économie togolaise en 2018

L'économie togolaise devrait continuer à se renforcer en 2018, sous l'impulsion de l'investissement public massif réalisé sur la période 2012-2016 et des réformes engagées dans le cadre de la facilité élargie de crédit (FEC), négociée avec le FMI, début 2017, révèle la dernière analyse de la Coface.



Des agriculteurs dans un champ d'ananas

La Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface) table sur une croissance de 5,3 % cette année en ligne avec les prévisions de la Banque mondiale et 3 points de base au-dessus de la projection de la Banque africaine de développement (BAD).

Le secteur agricole qui représente 30 % du PIB restera la figure de proue de la dynamique de l'activité économique grâce à la mise en place des agropoles, notamment l'agropole pilote de Kara. Le secteur continuera de bénéficier de « l'exécution relativement réussie » du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA), un ensemble de projets qui a doté les agriculteurs de meilleurs équipements et techniques, ainsi que du financement nécessaire pour améliorer leurs rendements. La mise en place d'un nouveau programme décennal, le PNIASAN qui nécessitera 1250 milliards de francs CFA, promet un bel avenir aussi bien pour l'agriculture qu'à l'agrobusiness, un levier sur lequel Lomé tente de bâtir l'économie togolaise. Dans le secteur secondaire, la Coface prévoit une reprise plus

vigoureuse du phosphate ainsi qu'une hausse des exportations dans le secteur minier notamment le ciment, le clinker. « Le début programmé de l'exploitation, par les sociétés Elenilto et Wengfu, d'un gisement de phosphate susceptible de produire, à terme, 5 millions de tonnes par an servira le redressement de la filière », prédit la compagnie française. Et de poursuivre : « L'ouverture de la cimenterie d'Awandjelo en juillet 2017 permettra de porter la production annuelle de ciment au-delà des deux millions de tonnes dès 2018 »

Couloir de transit de choix pour les pays de l'hinterland, le Togo bénéficiera de sa position géographique, « des gains d'efficacité consécutifs à l'investissement dans l'amélioration du réseau routier et de l'expansion des ports et aéroport de Lomé ». Ces atouts promettent une hausse d'activités en matière de transport de marchandises qui devrait s'intensifier cette année, non seulement en raison des performances du Togo, mais également au regard de la reprise des économies voisines notamment le Ghana et le Bénin.

Togofirst

Décentralisation

Elections locales, les derniers réglages

Tout comme la plupart des pays de la sous-région ouest africaine, le Togo a connu une forme d'administration traditionnelle à l'époque précoloniale, caractérisée par de nombreux groupements ethniques sous l'autorité des chefs traditionnels. La gestion centralisée du territoire et des populations date de l'époque coloniale. Ancienne colonie allemande, placée sous mandat français après la deuxième guerre mondiale, le Togo a conservé une administration d'inspiration française. Toutes les lois relatives à l'organisation administrative en Afrique de l'ouest, lui étaient appliquées. Avec l'évolution, une politique de décentralisation a été mise en place et le pays a été divisé en régions, en préfectures et communes. Que renferment donc les notions décentralisation et communes ? Quels sont les dispositions mises en place pour l'organisation des prochaines élections locales ? Dossier Togomatin

Qu'est-ce que la décentralisation ?



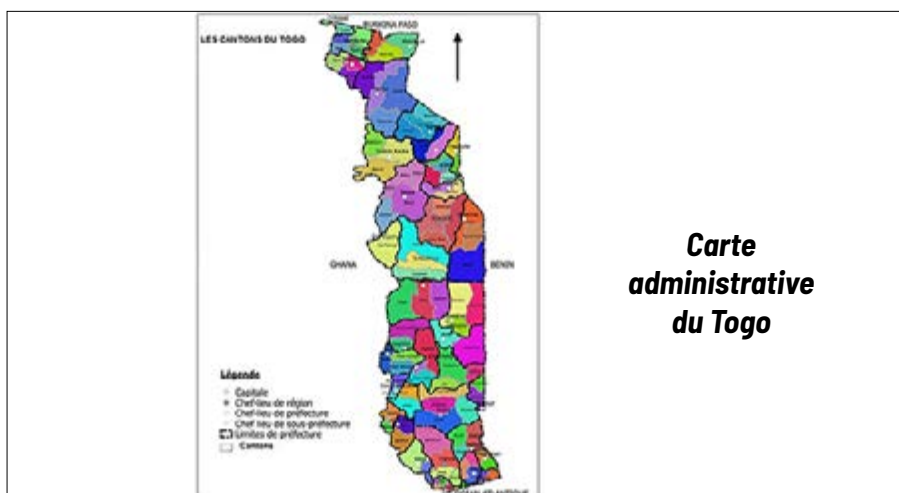
La décentralisation repose sur un principe démocratique en ce qu'elle permet aux populations organisées au sein d'une collectivité territoriale de gérer leurs affaires de façon autonome en tant que personne de droit public. C'est cette personnalité morale de la collectivité qui justifie le pouvoir de décider en même temps que la capacité de disposer de moyens matériels et financiers d'agir. La notion de décentralisation a donc une double signification : politique et technique.

Du point de vue technique, la décentralisation répond à un souci de bonne gestion. Elle implique de ce fait, l'administration des affaires locales par des personnes issues du milieu, se trouvant sur place

et étant au courant de la situation locale. La décentralisation suppose l'autonomie locale et l'existence d'intérêts propres à la collectivité. La sanction du corps électoral qui pèse sur les élus concourt à l'amélioration des décisions qu'ils sont amenés à prendre et influe sur leur comportement tant à l'égard des activités que de la chose publique.

Du point de vue politique, la décentralisation permet de réaliser une percée dans la démocratie en instaurant une participation des membres de la collectivité aux décisions touchant à leurs intérêts collectifs. Ce qui entraîne plus aisément leur adhésion aux dites décisions.

Historique



Organisées pour la dernière fois en 1987, les préparatifs des élections locales ont fait l'objet de débats houleux entre le

pouvoir et l'opposition au Togo

Pourquoi près de 25 ans d'attente ?

Les dernières élections locales au Togo ont été organisées en 1987. Il y a déjà 30 ans. Depuis, aucun scrutin de ce type n'a pu être organisé pour respecter l'article 141 de la Constitution de 1992 qui indique que la République togolaise est organisée en collectivités territoriales sur la base du principe de la décentralisation dans le respect de l'unité nationale. Le texte précise que ces collectivités s'administrent librement par des conseils élus au suffrage universel, dans les conditions prévues par la loi.

Or la fin du mandat des élus locaux de 1987, cinq ans plus tard, a coïncidé avec l'instabilité politique des années 1990. Puis, la suspension de la coopération du Togo avec les partenaires en développement, en 1993, a privé l'État de ressources importantes pour l'organisation de ces élections, jugées moins

importantes que les législatives ou la présidentielle. De fait, les maires élus lors des élections de 1987 ont été remplacés en 2001 par des délégations spéciales qui devaient rester en place en attendant l'organisation des élections locales. Un système provisoire qui dure maintenant depuis 15 ans, et que dénonce l'opposition. En octobre 2013, l'Alliance nationale pour le changement (ANC), principal parti de l'opposition dénonçait ainsi « l'immobilisme observé à dessein par le gouvernement togolais qui procède à des nominations unilatérales et partisans de conseillers municipaux et préfectoraux, dans le but de perpétuer la main mise sur les personnels et les ressources des administrations locales que le gouvernement utilise à l'occasion, dans l'organisation des fraudes électorales massives ».

Cinq régions

Répartition sur 116 communes



Le Togo s'est engagé depuis plusieurs mois dans un processus de décentralisation qui a connu l'adoption le 23 juin 2017 de la loi portant création des communes. Les députés ont voté le projet de loi portant création des communes dans le but de faire avancer le processus de décentralisation. Le texte voté propose un découpage du Togo en 116 communes. « Ces communes sont créées sur la base d'un regroupement judicieux des cantons ou des quartiers de certains grands cantons proposé dans la feuille de route sur la décentralisation et les élections

locales établies par le comité créé à cet effet par le gouvernement », a indiqué le ministre de la décentralisation et des collectivités locales, Payadowa Boukpepsi. Les 116 communes sont ainsi réparties dans les cinq régions du Togo. La région maritime compte 32 communes. Avec 259.955 habitants, cette région a une superficie de 6.100 km². La région des Plateaux qui compte également 32 communes dispose de 1.000.551 habitants avec une superficie de 16975 km². Quant à la région centrale, elle compte une population de 617.871 habitants

avec 15 communes.

La région de la Kara a de son côté une superficie de 11538 km² avec une population de 769940 habitants. Elle compte 21 communes. La région des savanes qui a une superficie de 8470 km² compte une population de 828224 habitants. Elle compte 16 communes.

Rappelons que dans le cadre de ce processus de décentralisation, le gouvernement a mené plusieurs actions. Entre autres l'organisation d'un atelier national sur la décentralisation, la création du Conseil National de Suivi de

la Décentralisation (CNSD) qui a organisé sa première réunion sur le thème : « échanges sur le processus de la décentralisation ». Pour le gouvernement, la décentralisation est synonyme de plus de démocratie représentative. C'est aussi le modèle d'administration le plus apte et le plus efficace pour lutter contre la pauvreté.

A la suite de la création des 116 communes réparties dans les cinq régions, le processus de décentralisation devrait enfin déboucher sur l'organisation des élections locales en 2018.

dont 21 maires et 25 adjoints aux maires

Région Centrale 185 conseillers dont 15 maires et 20 adjoints aux maires,

Région des Plateaux 400 conseillers dont 32 maires et 42 adjoints aux maires
Région Maritime : 476 conseillers dont 32 maires et 63 adjoints aux maires

Qu'est-ce qu'une commune ?

La commune est la collectivité de base dans l'organisation administrative décentralisée du Togo. Elle peut être définie de plusieurs manières. Elle est dotée d'un statut, est organisée suivant les principes de la libre administration et dispose de ressources. La commune est une collectivité territoriale dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Sur le plan administratif, la commune est une collectivité territoriale à laquelle l'Etat transfère certaines compétences et des moyens de les exercer. C'est un espace d'organisation administrative.

Sur le plan politique, la commune est une portion du territoire, reconnue comme telle par la loi et administrée par des organes élus

par ses habitants.

Sur le plan socio-économique, la commune est un espace géographique, économique, social, culturel et communautaire. La communauté assume sa gestion et son développement.

On distingue deux types de commune :

-la commune urbaine située au chef-lieu de préfecture, comprend un ou plusieurs cantons

-la commune rurale, située en dehors de la commune urbaine, correspond à un canton.

La commune est dotée de deux organes :

-le conseil municipal;
-le bureau exécutif du conseil municipal.

Données géographiques

Le Togo est divisé en cinq régions. Les régions sont divisées en 39 préfectures. Les préfectures sont subdivisées en communes. Dans l'ensemble le Togo compte 116 communes.

Détails sur la répartition

Chacune des préfectures dispose d'au moins deux communes. Les préfectures chefs-lieux de région possèdent 4 communes de même que certaines grandes préfectures, à savoir : Bassar, Vo et Lacs. On note, en position intermédiaire, des préfectures à 3 communes. Les préfectures d'Agoé-Nyévé et du Golfe font exception, avec respectivement 6 et 7 communes. Selon le commissaire du

gouvernement, le ministre Boukpassi, les critères, qui expliquent ce découpage, sont d'ordre géographique, sociologique, historique et démographique. Il s'agit surtout de rapprocher les administrés de l'administration, a dit le ministre.

Région des Savanes : 208 conseillers dont 16 maires et 24 adjoints aux maires
Région de la Kara : 247 conseillers

Décentralisation et libertés locales

Plus de 1500 conseillers et adjoints aux maires



Payadowa Boukpassi

L'chantier de la décentralisation et des libertés locales lancé par le gouvernement l'année dernière se poursuit et se précise. Après la délimitation des différentes communes et le nombre de maires, le gouvernement a lors du Conseil des Ministres du Jeudi 1er Février, adopté un décret qui précise le nombre des conseillers et le nombre d'adjoints au maire par commune. Ils seront au total 1516 de la région Maritime à la région des Savanes.

Le conseil a examiné et adopté un projet de loi et adopté deux (2) décrets et examiné en première et seconde lectures deux projets de décret. Le projet de loi, adopté par le conseil des ministres porte sur le Code Général des Impôts. Le Code Général des Impôts en vigueur est issu de la loi N° 83-22 du 30 décembre 1983 portant Code Général des Impôts.

Le projet relatif au code général des impôts s'appuie sur des principes directeurs qui sont la rationalisation de la structure du système fiscal, sur une fiscalité indirecte bâtie autour de la TVA et des droits d'accises, une fiscalité synthétique plus ouverte au profit des petites et moyennes entreprises individuelles, des droits d'enregistrement et de timbre etc.

« Le premier décret adopté par le

conseil fait suite à la communication en conseil des ministres du 26 janvier 2018 relative à la mesure annoncée par le Chef de l'Etat lors de sa présentation des vœux à la Nation le 03 janvier dernier et porte attribution d'une part des marchés publics aux jeunes et aux femmes entrepreneurs... Ce décret précise les dispositions réglementaires à la mise en œuvre de cette ambition. Ainsi, chaque autorité contractante réserve au moins 20% des marchés inscrits dans son plan de passation des marchés publics aux jeunes (de 18 à 40 ans) et aux femmes entrepreneurs (sans limite d'âge) de nationalité togolaise et exerçant sur le territoire national...

L'attribution des marchés aux jeunes et aux femmes entrepreneurs sera faite selon des procédures simplifiées de demande de cotation et d'appels d'offres restreints avec publicité... Le conseil a examiné en première lecture le projet de décret relatif aux modalités de concession d'une aire protégée et en seconde lecture le projet de décret portant rattachement de l'Institut national de la jeunesse et des sports à l'Université de Lomé », précise le conseil par rapport aux projets de lois et décrets adoptés.

R. Zakari

Quelle date possible pour le scrutin ?

Au point où les préparatifs sont arrivés, l'on peut bien avancer que les élections locales auront lieu en cette année 2018. L'idée de croire à la tenue de

ces élections est motivée par le fait que les députés aient adopté la loi relative à la décentralisation et aux libertés locales.

Carlos Amevor

Pharmacies de garde de Lomé du 5 au 12 /02/ 2018

OCAM	Rue de l'ENTENTE	22 21 62 05
HORIZON	Nyékonakpoè.	22 20 42 42
PATIENCE	Tokoin	22 21 60 94
LUMEN	Cassablanca	23 38 68 36
JUSTINE	Tokoin Habitat	22 21 00 01
PROSPERITE	Bd Eyadéma	23 38 84 25
PEUPLE	NUKAFU	22 26 84 22
LE JOURDAIN	Tokoin Wuiti	22 61 56 14
BAH	Face EPP Hedzranawé	22 26 03 20
St PIERRE	Hedzranawe.	22 26 19 73
MAWULE	Bè-Kpota	22 27 11 21
MAËLYS	Bè Kpota	22 27 60 19
CITE	Bd. du 30 Août	22 25 01 25
BESDA	Adidogomé-Aménopé,	22 51 05 29
EPIPHANIA	ADIDOGOME	23 20 10 52
CONSEIL	Sagbado	23 21 56 53
DU POINT E	Djidjilé	22 51 91 71
LE GALIEN	Adidoadin	22 51 71 71
VIGUEUR	AGBALEPEDOGAN,	22 51 63 30
St JOSEPH	KLIKAME	22 25 74 65
NABINE	Agoè Anomé	23 21 66 15
VOLONTAS DEÏ	Avédji,	22 36 00 95
VITAFLORE	Agoè Vakposito	22 19 22 86
St ESPRIT	Agoè-Nyivé	22 40 29 06
St MICHEL	Agoenyivé	22 51 70 22
EXCELLENCE	Agoe Demakpoe	22 51 77 87
MAINA	Agoè Assiyéyé,	22 33 65 34
ABRAHAM	Agoè-Logopé	22 50 10 00
BAGUIDA	Baguida	22 35 47 77
AVEPOZO	Avépozo	22 27 04 86
BIOVA	Bd. Houphet Boigny	22 34 50 93
DES APÔTRES	Akodessewa	22 27 11 98
BOULEVARD	Doulassamé	22 21 65 49
BEL AIR	non loin de Palm Beach	22 21 03 21

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
 EMSTOGO (Tél: 22 26 70 51)
 FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
 TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
 TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR THIERRY CASTANET ; Tél: 90 97 15 15
 DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
 CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
 CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
 CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
 CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
 HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
 CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
 Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
 HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
 LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30
 BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
 GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél: 90 04 76 60
 GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28
 GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

Larry Event Day (LED)
 Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
 Communication, Location d'espaces
 Conseils, Wedding Planner et Décoration
 Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers
 AG Partners: Sise à Cassablanca
 www.couleurafrique.com

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
 LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
 MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
 PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscais), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90
 COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»; Qtier : Foréver; Tél : 90 17 03 30
 COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME); Tél 90 30 38 75
 CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine); Tél: 90 15 39 87
 SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport) Tél : 22 40 04 99

Blague du jour

Pendant l'accouchement, les femmes souffrent trop. Tout récemment, les accoucheuses ont décidé d'attacher les testicules de l'homme avec une corde qu'on remet à la femme pour qu'elle puisse tirer lors des contractions afin de partager la douleur avec son homme. La rumeur court qu'on veut voter cette loi d'ici peu. Etes-vous POUR ou CONTRE ? Réagissez vite avant la mise en vigueur de cette loi.

Histoire drôle

Il y a un monsieur qui est arrivé au tribunal avec sa femme. le juge leur demande ce qui ne va pas. ils disent qu'ils* veulent divorcer. le juge leur dit: hayiii vous avez trois enfants et vous voulez divorcer ? comment allez vous les repartir ? qui prendra deux et l'autre, un. le monsieur et sa femme se consultent rapidement et disent au juge: ok on a compris. on va faire un enfant pour compléter...ça fera 4 enfants. comme ça on va divorcer facilement. 9 mois après la femme



accouche de jumeau. Imaginez la suite de cette histoire

Compléter ces grilles pour trouver 6 mots français (sens vertical comme horizontal)

D	A	A
E	C	P

R	F	R
E	L	E

C	O			U	R
E	C			E	R
I	N			N	E

D	E			U	R
M	O			E	R
P	I			N	S

E	L	E
R	S	S

T	E	N
S	R	S

Nb: Réponse dans nos prochaines parutions

Photo du jour



Donnez une légende à cette photo

Traduction

Avez-vous un texte, un document, un diplôme à traduire?
 Plus de soucis, contactez:
 Africa Translate Consulting.
 Tél: (+228) 90 30 26 94 / (+228) 22 44 89 43
 E-mail: dhoglonou@africatranslate.com



Média

Lancement du concours LJI

Les ambassades de France, d'Allemagne, des Etats-Unis et la délégation de l'Union européenne ont lancé hier mardi à Lomé, le concours « Lauriers du Journalisme d'Impact au Togo (LJI) ».



Les ambassadeurs et certains officiels

Le but du concours LJI est d'inciter les journalistes togolais à faire montre de professionnalisme, d'excellence et au respect de toutes les règles et normes qu'exigent l'exercice du quatrième pouvoir.

Le concours est ouvert aux journalistes exerçant dans les catégories suivants « Presse Ecrite & Presse en Ligne », « Radiodiffusion » et « Télévision ». Le formulaire de candidature est accessible sur le net via l'adresse www.lji-togo.com. Selon le règlement, les productions doivent avoir été publiées

ou diffusées pour la première fois entre le 1er février 2017 et le 1er février 2018. Les productions participant au concours doivent être soumises au jury entre le 10 février 2018 à 0h TU et le 10 mars 2018 à minuit TU.

Des prix seront attribués aux cinq meilleurs de chaque catégorie. La remise des prix aura lieu à l'occasion de la Journée Internationale de la Liberté de la Presse le 3 mai 2018 ou à une date proche de l'événement.

Conditions de participation
Le concours est ouvert à tout journaliste de nationalité togolaise,

exerçant la profession depuis au moins deux années à la date de soumission de sa candidature. Le ou la postulant(e) doit avoir au moins 18 ans au moment de la soumission de candidature, et travailler dans un organe de presse légalement constitué et à parution régulière depuis au moins une année.

Les genres majeurs comme le reportage, l'interview de presse, le portrait, le dossier, l'enquête journalistique, le résumé de rapport, et l'article d'analyse contradictoire sont acceptés.

CA

Musique

La star nigériane Davido anime un concert en mars à Kigali

Dans le cadre de sa tournée dénommée « 30 Billion concert », Davido sera sur scène en mars prochain dans la capitale Rwandaise.



Davido

Tout se prépare activement à Kigali pour l'arrivée de la superstar nigériane dans le pays des mille collines. L'auteur de la célèbre chanson « Skelewu » avait fait le show juillet 2014 devant des milliers de rwandais venus le voir pour la première fois. A l'état civil David Adedeji Adeleke, le chanteur de "IF" fera vibrer au rythme de ses sons le stade national Amahoro à Kigali, le 3 mars 2018.

« Oui c'est vrai que Davido

jouera en live à Kigali en mars, et ce sera l'un de ses événements phares dans le cadre de sa tournée « 30 Billion Concert », a indiqué M. Bruce Twagira, l'organisateur et promoteur de l'événement.

Twagira a mobilisé autrefois plusieurs stars pour le show au Rwanda, dont Tekno, Sauti Sol, Mr Fazi et Navio sous sa marque « Rock Events ».

Nadia Edodji (Stagiaire)

Lire

« ... Et il s'assit près d'elle, dans le chaume; il la prit à la taille, tandis qu'elle appuyait la tête sur son épaule. Un instant, ils restèrent sans parler. Le vieil olivier, au bois nouveau, les couvrait de son toit de feuilles grises. En face, la mer s'étendait, noire, immobile sous les étoiles. Marseille, au fond du golfe, était caché par une brume; à gauche, seul le phare tournant de Planier revenait toutes les minutes, trouant les ténèbres d'un rayon jaune, qui s'éteignait brusquement; et rien n'était plus doux ni plus tendre que

cette lumière, sans cesse perdue à l'horizon, et sans cesse retrouvée.

Ton père est donc absent? reprit Frédéric. J'ai sauté par la fenêtre, dit-elle de sa voix grave. Ils ne parlèrent point de leur amour. Cet amour venait de loin, du fond de leur enfance. Maintenant, ils se rappelaient des jeux où le désir perçait déjà dans l'enfantillage. Cela leur semblait naturel, de glisser à des caresses Ils n'auraient su que se dire, ils avaient l'unique besoin d'être l'un à l'autre. Lui, la trouvait belle, excitante avec son hâle et son odeur de terre, et elle, goûtait un orgueil de fille

battue, à devenir la maîtresse du jeune maître. Elle s'abandonna. Le jour allait paraître, quand tous deux rentrèrent dans leurs chambres par le chemin qu'ils avaient pris pour en sortir.

Quel mois adorable! Il ne plut pas un seul jour. Le ciel, toujours bleu, développait un satin que pas un nuage ne venait tacher. Le soleil se levait dans un cristal rose et se couchait dans une poussière d'or. Pourtant, il ne faisait point trop chaud, la brise de mer montait avec le soleil et s'en allait avec lui; puis, les nuits avaient une fraîcheur délicieuse, tout embaumée

des plantes aromatiques chauffées pendant le jour, fumant dans l'ombre.

Le pays est superbe. Des deux côtés du golfe, des bras de rochers s'avancent, tandis que les îles, au large, semblent barrer l'horizon; et la mer n'est plus qu'un vaste bassin, un lac d'un bleu intense par les beaux temps. Au pied des montagnes, au fond, Marseille étage ses maisons sur des collines basses; quand l'air est limpide, on aperçoit, de L'Estaque, la jetée grise de la Joliette, avec les fines mâtures des vaisseaux, dans le port; puis, derrière, des façades se montrent au milieu de massifs d'arbres,

la chapelle de Notre-Dame-de-la-Garde blanchit sur une hauteur, en plein ciel. Et la côte part de Marseille, s'arrondit, se creuse en larges échancrures avant d'arriver à L'Estaque, bordée d'usines qui lâchent, par moments, de hauts panaches de fumée. Lorsque le soleil tombe d'aplomb, la mer, presque noire, est comme endormie entre les deux promontoires de rochers, dont la blancheur se chauffe de jaune et de brun... »

Extrait de « Nais Micoulin suivi de Pour une nuit d'amour » d'Emile Zola. Ed. Libro. Pp 20-21

JO-2018 / Lutte contre le dopage

Le CIO reste ferme à l'égard des 15 athlètes russes

Alors que les JO d'hiver débutent vendredi, le CIO a repoussé lundi 05 février les 15 Russes blanchis par le TAS de leur suspension à vie pour dopage.



L'athlète russe yelena Isinbayeva

Niet ! Le Comité international olympique (CIO) a repoussé lundi sans ménagement les 15 Russes blanchis par le TAS de leur suspension à vie pour dopage: ils ne seront pas

invités aux Jeux d'hiver 2018 de Pyeongchang, qui débutent vendredi. Par cette décision, le CIO met aussi un point d'honneur à garder son indépendance vis à vis du Tribunal arbitral du Sport, dont la décision

jeudi dernier a suscité surprise et déception chez Thomas Bach, le président de l'instance olympique. Pour le moment - et sauf surprise ce chiffre ne devrait plus bouger - 169 sportifs russes sont donc

officiellement invités aux JO et seront présents à Pyeongchang.

169 sportifs qui ont été choisis après scrupuleuse analyse de leur comportement passé et présent, qui se devait d'être le plus éloigné possible de celui ayant amené à la suspension de leur pays pour dopage institutionnalisé.

A l'unanimité

La décision du TAS, la semaine passée, de blanchir 15 Russes cités dans les rapports McLaren ou Oswald - à l'origine de la mise au ban olympique de la Russie pour dopage - avait toutefois ouvert une période de flottement, où personne ne savait plus très bien qui, des Russes propres, des anciens dopés, des

suspects, auraient le droit de concourir en Corée du Sud. La décision du CIO a le mérite de la clarté. "Bien que le panel de révision des invitations ait pris note de la décision du TAS, il a aussi noté que les décisions raisonnées (l'argumentaire, ndlr) ayant amené à cette décision n'avaient pas été rendues publiques", développe le CIO dans un communiqué.

"Le panel souligne que son rôle n'est pas de prouver qu'il y eu violation des règlements antidopage (ADRV), mais de confirmer que les sportifs peuvent être considérés comme propres et peuvent candidater à recevoir une invitation en tant qu'Athlète olympique de Russie (OAR) pour les jeux

www.parismatch.com

JOJ-2022

Le Sénégal candidat à l'organisation

Le Sénégal envisage une candidature à l'organisation des Jeux olympiques de la jeunesse 2022 (JOJ-2022), que le Comité international olympique (CIO) souhaite confier à un pays africain.



Mamadou Diagna Ndiaye, le président du CNOSS

Deux autres pays africains, le Maroc et l'Afrique du Sud, étaient jusque-là les seuls pays africains désireux d'organiser cette compétition.

"Dès que nous aurons reçu le cahier des charges, nous sommes prêts à nous porter candidats", a assuré Mamadou Diagna Ndiaye, le président du Comité national olympique et sportif sénégalais.

"Nous avons récemment rénové ou construit beaucoup d'installations sportives et d'infrastructures", a-t-il affirmé à l'ouverture de la 132ème session du CIO, mardi, à Pyeongchang, en Corée du Sud.

Selon son président, Thomas Bach, l'instance olympique souhaite que les JOJ-2022 se tiennent en Afrique.

Le CIO va demander aux comités nationaux olympiques africains d'"évaluer la faisabilité" de l'organisation de cette compétition en Afrique.

Le pays hôte des JOJ-2022 sera choisi lors de la 133ème session du Comité international olympique en octobre prochain à Buenos Aires, la capitale de l'Argentine. Cette ville va accueillir la prochaine édition des Jeux olympiques de la jeunesse, du 6 au 18 octobre 2018.

Algarve Youth Cup au Portugal

Une sélection de jeunes joueurs va représenter le Togo

Le Togo sera représenté à la coupe du monde de la jeunesse dans la capitale portugaise du 25 au 31 mars 2018.



C'est au Total 18 joueurs tous postes confondus moins de 12/13 ans qui seront sélectionnés avec le concours de la Canadian International School of Lomé. Cette école prépare assure la préparation de l'équipe du Togo à travers la « Présélection talent foot 2018 ». Les académies de football du pays pourront fournir des candidats

Les critères de la présélection sont basés sur les conditions physiques et techniques, l'intelligence de jeu, le mental. Un parent qui désire que son enfant fait partie des enfants qui seront sélectionnés pour le voyage, peut inscrire son enfant en s'approchant de la

direction générale de CISL. La directrice du CISL, lance un appel aux écoles, les académies et les parents à inscrire leurs enfants à cette présélection.

«Nous voulons dans le cadre des activités du CISL, procéder à une présélection pour constituer une équipe pour cet événement. Nous allons choisir les meilleurs. La tranche d'âge est de 12-13 ans. Nous allons prendre une partie en charge des frais du voyage», a déclaré, Innocent KAGBARA, directeur administratif financier de l'institut africain des études commerciales (IAEC) du groupe BK-Université. CISL fait partie du groupe.

Deux anciens joueurs de l'équipe nationale adhèrent à l'initiative en apportant leur soutien à ces activités : Djima Oya Wolé et Yerima-Nasser.

Le Tournoi Algarve Youth Cup vise à amplifier l'esprit sportif chez les enfants, promouvoir les jeunes talents et semer l'esprit de compétitivité dès le bas âge. C'est une grande compétition internationale. Elle verra la participation de plus de 200 équipes dans le monde dont les légendaires Juventus, Fc Porto, Bayern, Barcelone et Chelsea cette saison

La rédaction (Source : icilome.com)

Réconciliation nationale / HCRRUN

Début le 12 février du processus d'indemnisation des victimes vulnérables de Lomé-Commune

Le Haut Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN) va reprendre les indemnisations des victimes des violences politiques qu'a connues le Togo le 12 février prochain. Cette fois c'est le tour des victimes qui ont été retenues dans la zone Lomé-Commune. Ces derniers bénéficieront de prise en charge médico-psychologique.



Séances de discussions entre le HCRRUN et des victimes vulnérables

Les noms des victimes qui bénéficieront des prises en charges du HCRRUN ont été publiés l'année dernière, le 30 novembre 2017 précisément. Ces dernières, selon le HCRRUN, seront contactées par

téléphone et seront informées individuellement de la date précise de leur passage et du lieu de la prise en charge.

Les victimes dont les noms ne sont pas encore publiés, sont priées par le Haut-Commissariat de ne pas faire le déplacement dans ses bureaux ou sur les lieux de la prise en charge et des indemnisations.

« Le HCRRUN a démarré le 12 décembre 2017 passé, la prise en charge médico-psychologique et l'indemnisation des victimes vulnérables conformément aux recommandations de la

CVJR, qui se poursuivront à partir du 12 février 2018. Cette étape sera toujours consacrée aux victimes vulnérables de Lomé-Commune et dont les noms ont été rendus publics depuis le 30 novembre 2017... Par ailleurs, le HCRRUN demande aux victimes dont les noms ne sont pas encore publiés et qui n'ont pas été contactées de ne pas faire le déplacement dans ses bureaux ou sur les lieux de la prise en charge et des indemnisations », écrit le HCRRUN dans un communiqué rendu public le 02 février dernier.

La rédaction

Agriculture

Le FIDA va intensifier son appui au PNER

A l'issue d'une mission de suivi des projets qu'elle a effectuée la semaine dernière au Togo, Le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) a décidé de renforcer son soutien aux différents projets relatifs au développement inclusif agricole et rural du gouvernement togolais, dont le Projet National de Promotion de l'Entrepreneuriat Rural (PNER).



Le Pdt du FIDA, M. Hougbo s'entretenant avec le Chef de l'Etat

« La discussion que nous avons entamée et les engagements forts qui ont été pris par le gouvernement dans le sens de l'amélioration de la performance de nos activités conjointes du portefeuille du FIDA ont été salués par le président du FIDA qui a souhaité que nous puissions poursuivre nos échanges pour aller dans le sens de l'amélioration de cette performance, non

seulement du PNER, mais de tout projet, de nature à assurer un développement inclusif agricole et rural », a souligné Sylvie Marzin, conseillère principale de portefeuille, division Afrique de l'Ouest et du Centre et chef de la mission du FIDA chargée de l'évaluation à mi-parcours du PNER, après avoir rencontré les différents acteurs et bénéficiaires des interventions de

l'institution onusienne au Togo.

Cette décision de la mission est motivée par les résultats élogieux obtenus quatre ans après le lancement de ce projet, soutenu par le fonds à hauteur de 10,8 milliards de francs CFA, sur une enveloppe globale de 19,2 milliards de francs CFA.

Le PNER est un projet qui a pour objectif de dynamiser et de développer durablement l'économie rurale togolaise, à travers l'appui et la promotion de la micro et petite entreprise rurale dans les filières agricoles porteuses. Il vise à toucher environ 280 000 personnes, dont 50 000 bénéficiaires directs, grâce à la création d'environ 1800 micro-entreprises et le renforcement de 500 autres.

La rédaction

Commerce / coopération

Le Togo participe à la foire des pays membres de l'OCI au Koweït

Des opérateurs économiques togolais participent à la Foire Internationale du Koweït qui se tient du 06 au 10 février.



Des exposants à la Foire du Koweït

La délégation togolaise composée des représentants du Centre Togolais des Expositions et Foires (CETEF-Lomé), d'une équipe de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT) et des entrepreneurs, participe à cette foire, mais prend également part à une session exceptionnelle des Etats membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI).

A ce rendez-vous

international, le Togo, dans son pavillon, fera la promotion du pays, mais aussi de ses produits, notamment agroalimentaires. C'est également l'occasion de déjà prospecter et tisser des partenariats en vue de l'édition 2018 de la Foire Internationale de Lomé, prévue du 23 novembre au 10 décembre 2018, ou encore pour la « Foire Made in Togo », programmée du 27 juillet au 06 août 2018.

La rédaction

le Salon du Mariage

et des Noces

Oui, je le veux!

Au CETEF, TOGO 2000

Les 9, 10 et 11 Février 2018

de 8h à 21h

Info : 90.15.67.66 / 97.15.67.66



AIRFRANCE / Nana / PubliCom / Dodo / Le PATIO / IMEXKA / Diable à Voies / PUF / LA POSTE / Topomatin / Monopox